

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence : peut-on encore parler de progrès ?



Depuis plus de vingt ans, les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence réunissent économistes, dirigeants d'entreprises, chercheurs, responsables politiques, étudiants, représentants de la société civile autour des grandes transformations qui façonnent nos sociétés et nos économies. Le thème de l'édition 2026 – *Naviguer dans un monde sans repères* – reflète les interrogations d'une époque marquée par les ruptures géopolitiques, technologiques et sociétales. Au cœur des discussions figurait une question aussi simple qu'essentielle : peut-on encore parler de progrès ?

Pendant près de deux siècles, le progrès a constitué l'un des grands récits des sociétés modernes. L'idée selon laquelle chaque génération vivrait mieux que la précédente semblait aller de soi. La **croissance** économique, les gains de **productivité**, les progrès scientifiques et le développement des échanges alimentaient un cercle vertueux associant prospérité matérielle, mobilité sociale et optimisme collectif.

Le grand récit du progrès s'essouffle

Aujourd'hui, cette conviction vacille. Les gains de productivité ralentissent dans la plupart des économies développées, la croissance est modérée, voire nulle, et une part croissante de la population doute que ses enfants auront un niveau de vie supérieur au sien. Une enquête du [Pew Research Center](#) de 2024 révèle que 61% des Allemands, 79% des Italiens et 81% des Français interrogés pensent que la prochaine génération vivra moins bien que la leur : un pessimisme largement partagé ailleurs en Europe.

Cette **perte de confiance** n'a rien d'anecdotique. Elle touche à quelque chose de plus profond que les chiffres de croissance. Le progrès n'est pas seulement une réalité économique et technologique, il est aussi un **horizon collectif**. Lorsqu'une société cesse de croire en l'avenir, elle devient plus vulnérable aux discours du déclin, du repli sur soi et du « *c'était mieux avant* ».

Le progrès existe, mais on ne le voit plus

Cependant, les faits racontent une histoire plus nuancée que ce climat de morosité ambiante. Jamais l'humanité n'a disposé d'autant de connaissances scientifiques ni d'un potentiel technologique aussi vaste. Les [progrès réalisés en médecine](#) sont considérables : l'immunothérapie a profondément transformé le traitement de plusieurs cancers et amélioré les perspectives de survie de nombreux patients. L'intelligence artificielle accélère les découvertes scientifiques. Les technologies quantiques promettent d'élargir radicalement nos capacités de calcul. Le paradoxe contemporain ne réside donc pas dans une absence de progrès, mais dans la difficulté à la percevoir et à le partager collectivement.

A qui profite l'innovation ?

C'est probablement là que se situe la véritable question politique de notre temps. Le progrès n'a de sens que s'il bénéficie au plus grand nombre. Pendant longtemps, les gains de productivité alimentaient simultanément la croissance, les revenus et l'amélioration des conditions de vie. Or, ce lien apparaît aujourd'hui fragilisé, les **bénéfices de l'innovation** semblant de plus en plus concentrés entre quelques entreprises, quelques territoires ou quelques catégories de la population, nourrissant le sentiment que le progrès serait réservé à une minorité et un sentiment d'exclusion et de déclassement de certains pans de la population.

« Une Europe qui investit insuffisamment dans la recherche et l'innovation s'expose à un déclassement économique et stratégique. A l'inverse, une Europe capable de transformer ses atouts scientifiques en véritable leadership technologique peut consolider sa prospérité, mais aussi

défendre ses valeurs dans la compétition mondiale »

Or, une innovation qui accroît les fractures sociales finit tôt ou tard par être contestée, voire rejetée. A l'inverse, une innovation qui améliore la vie des personnes renforce la confiance et la cohésion sociale. Le progrès ne peut donc plus se réduire à une succession de percées scientifiques ; il suppose également un projet de société capable de transformer ces avancées en prospérité partagée.

L'Europe, prise en étau entre deux géants technologiques

Cette réflexion est particulièrement cruciale pour l'Europe, qui s'interroge sur son **décrochage technologique** face aux États-Unis et à la Chine. L'enjeu dépasse la seule compétitivité économique. Dans un monde où les technologies deviennent des instruments de puissance, la **capacité à innover** détermine aussi la capacité à peser sur les règles du jeu international.

L'[intelligence artificielle](#), les semi-conducteurs, les biotechnologies, l'informatique quantique, les infrastructures numériques constituent désormais des actifs éminemment stratégiques. Les pays qui maîtrisent ces technologies façonnent les chaînes de valeur mondiales, influencent les standards internationaux et disposent d'un levier sur les équilibres géopolitiques. La question du progrès rejoint ainsi celle de la **souveraineté**.

Sur le papier, l'Europe ne manque pourtant pas d'atouts : des universités de premier plan, des centres de recherche d'excellence, des chercheurs reconnus au niveau mondial. Toutefois, son point faible est sa difficulté persistante à transformer ses découvertes en leadership industriel. Alors que les modèles d'intelligence artificielle les plus avancés sont principalement développés aux États-Unis et que les semi-conducteurs les plus performants sont produits en Asie, le risque d'une dépendance de l'Europe à des technologies conçues, et donc contrôlées, ailleurs est réel.

Investir ou se résigner au déclassement

Le débat sur le progrès devient, ainsi, un débat sur **la place de l'Europe dans le monde**. Une Europe qui investit insuffisamment dans la recherche et l'innovation s'expose à un déclassement économique et stratégique. A l'inverse, une Europe capable de transformer ses atouts scientifiques en véritable leadership technologique peut consolider sa prospérité, mais aussi défendre ses valeurs dans la compétition mondiale.

Dans le face-à-face entre les États-Unis et la Chine, qui structure de plus en plus l'économie mondiale, l'Europe doit demeurer un acteur à part entière, présente à la table où se décident les règles et non pas spectatrice des décisions prises par d'autres. Cela suppose d'investir davantage

dans la recherche fondamentale, de mieux financer l'innovation, de renforcer les capacités industrielles européennes et d'accélérer l'application concrète des découvertes scientifiques. Les chiffres sont parlant : l'Union européenne n'a consacré que 2,24% de son PIB à la recherche et développement en 2024, comparés aux 3,44% des États-Unis et aux 3,62% du Japon.

Redonner un cap collectif à l'idée de progrès

Peut-on encore parler de progrès ? Oui, mais à condition d'abandonner une vision limitée à la seule croissance économique. Le progrès du XXI^e siècle devra être technologique, mais aussi social, environnemental et démocratique. Il devra produire de la **prospérité** tout en préservant l'**autonomie stratégique** des nations et permettre d'innover sans perdre de vue l'amélioration durable de la vie des personnes.

En conclusion, le véritable défi n'est peut-être pas de réinventer le progrès, mais de lui redonner un **sens collectif**. Dans un monde traversé par les doutes et les incertitudes, c'est sans doute la condition pour retrouver la confiance dans l'avenir.